

National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et PEGC, UNSA - Union Nationale des Syndicats Autonomes, UNSA Education - Union Nationale des Syndicats Autonomes - Education.

Notes

[1] Par ordre chronologique : Egypte, Salvador, Maroc en 1993 ; Seychelles en 1994 ; Colombie, Philippines, Ouganda en 1995 ; Sri Lanka, Bosnie-Herzégovine en 1996 ; Cap Vert en 1997 ; Azerbaïdjan, Mexique, Sénégal en 1999 ; Ghana, Guinée Bissau, Bolivie en 2000 ; Belize, Uruguay en 2001 ; Equateur, Tadjikistan en 2002 ; Guatemala, Mali, Burkina Faso, Kirghizstan en 2003 ; Timor Occidental, Libye, Turquie en 2004.

[2] Le 9 décembre 2003, les Nations unies créaient une Commission Globale sur les Migrations Internationales. L'UNESCO et le BIT ont effectué plusieurs études portant notamment sur la Convention. L'Organisation des Etats Américains (4/6/2002), le Parlement européen (30/01/2003), le Comité économique et social européen (30/6/2004) et la Confédération européenne des syndicats (16/10/2003) se sont prononcés en faveur d'une ratification.

[3] Créée à Bruxelles le 1er octobre 2004, la plateforme associe des campagnes nationales de Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande Bretagne, Irlande, Pays-Bas, Suède ainsi que des organismes européens ou internationaux (Amnesty International - Union Européenne, Fédération Internationale des Droits de l'Homme - Association Européenne, Emmaus international, CCME - Churches' commission for migrants in Europe, PICUM, Coordination européenne pour le droit des étrangers à vivre en famille).

[4] *Collectif pour la ratification de la Convention sur les droits des migrants* : ACORT - Assemblée citoyenne des originaires de Turquie, Agir ici, Amnesty International - section française, ATF - Association des Tunisiens de France, ATMF - Association des travailleurs maghrébins de France, CADTM - Commission pour l'annulation de la dette du tiers monde, CIMADE - service œcuménique d'entraide, Confédération paysanne, GISTI - Groupe d'information et de soutien aux immigrés, FTCT - Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives, LDH - Ligue des droits de l'homme, MRAP - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Service national de la pastorale des migrants, Solidarité Laïque.

[5] *Demain le monde...* les migrations pour vivre ensemble coordonné par Solidarité Laïque avec Comité de pilotage: CCFD - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, Cimade - Service œcuménique d'entraide, Forim - FORum des organisations de solidarité internationale issues de l'Immigration, Ligue des droits de l'homme, Peuples solidaires, RITIMO - Réseau des centres de documentation pour la solidarité internationale.

Comité de soutien. CEMEA - Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active, CIEMI - Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales, Coordination SUD (Solidarité, Urgence, Développement), Eau Vive, EEDF - Eclaireurs et Eclaireuses de France, ENAR France - European Network Against Racism France, Equipes enseignantes, FASTI - Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés, FCPE - Fédération de Conseils des Parents d'Elèves des Ecoles Publiques, Fédération française des clubs Unesco, Francas, FSU - Fédération Syndicale Unitaire, FTCT - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives, Génériques, GISTI - Groupe d'information et de soutien aux immigrés, GRDR - Groupe de Recherche et de réalisation en Développement Rural, GREF - Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières, Ligue de l'enseignement, MRAP - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, REMISIS - Réseau de documentation sur les migrations internationales et relations interethniques, Secours catholique - Caritas France, Secours islamique, SNUIPP - Syndicat